

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du déjeuner offert en son honneur au Palais de la République, Dakar, mardi 25 mai 1982.

Monsieur le président `Abdou Diouf` ,

- Je veux d'abord vous remercier de l'accueil que vous-même, les autorités de ce pays et le peuple sénégalais m'avez réservé depuis mon arrivée. Je pense exprimer les sentiments d'abord de ma propre femme `Danielle Mitterrand` qui m'accompagne et qui a été si gentiment reçue ainsi que de tous mes compagnons de voyage assez nombreux, membres du gouvernement, président de l'Assemblée nationale `Louis Mermaz` , parlementaires, mes collaborateurs, quelques invités qui se sont joints à nous. Si j'en juge par ce qu'ils m'en disent, et ils expriment leurs véritables sentiments, ce voyage, et particulièrement l'étape au Sénégal, a été pour eux une belle et grande occasion de s'intéresser, de comprendre et d'apprécier mieux encore ce que sont l'Afrique et aussi, bien sûr, le peuple sénégalais.

- Nous ressentons d'autant plus vos marques d'estime et d'amitié qu'elle confirment ce que nous savons depuis trois siècles, ainsi que les sentiments, les affinités inaltérables qui se sont créées au-cours de ces dernières décennies.

- A cet égard l'amitié franco - sénégalaise ne pouvait être mieux célébrée qu'à Saint-Louis, où nous nous sommes rendus ce matin et où nous avons vu le symbole de ce métissage culturel si cher à notre ami le président Senghor auquel je tiens à rendre ici un respectueux et solennel hommage. C'est bien sûr au poète de talent que je songe, au penseur de renommée mondiale, au messager de l'Homme Africain qui suscita l'adhésion d'un nouvel humanisme, fondé sur la symbiose entre la francité et la négritude, prélude de ce qu'il appelle la civilisation de l'universel. Mais je salue aussi en lui le fondateur de la République du Sénégal, où il enracina, au nom de ses convictions socialistes, une démocratie qui se trouve aujourd'hui aux avant-postes du combat pour la liberté et la dignité de l'homme.\

Eh bien ! monsieur le président, vous qui assumez cette tâche, après avoir été si longtemps responsable du gouvernement, quand je dis si longtemps c'est parce que cela fait près de dix années, en dépit de votre jeunesse, que vous assumez, au niveau des hautes responsabilités et maintenant de la principale, la vie du peuple sénégalais, vous qui avez succédé au président Senghor, vous apportez dans la conduite des affaires de votre pays votre marque propre sans cependant rien négliger de ce dont vous avez hérité. Vous avez engagé plus encore votre pays sur la voie du pluralisme politique, l'exercice sans restriction des libertés publiques, point de référence vous savez bien pour toutes les nations, et je puis dire que j'apprécie votre expérience, les efforts que vous accomplissez chaque jour pour permettre d'atteindre à l'équilibre économique et financier, et pour cette façon humaine et sensible de comprendre les besoins de votre peuple. J'ai pour vos positions sur-le-plan international une appréciation chaleureuse et je les partage pour la plupart. Mais après tout de quoi se plaindrait-on, si le chef d'Etat du Sénégal et le chef d'Etat de la République française étaient à l'unisson là où se joue la paix du monde.\ Et je dois dire qu'il nous est vraiment très agréable, aussi bien au président de l'Assemblée nationale `Louis Mermaz` qu'à moi-même, aussi bien aux membres du gouvernement qui ont des responsabilités particulières qu'ils ont étudiées avec leurs homologues, de trouver des dirigeants sénégalais - ceux que vous avez choisis, monsieur le président de la République - qui ont su perpétuer la très solide alliance d'amitié et je crois pouvoir dire d'harmonie qui préside à nos relations - autour de monsieur le Premier ministre `Habib Thiam` que je compte depuis

nos relations, autour de monsieur le Premier ministre Habib Thiam que je compte depuis longtemps parmi mes amis personnels. C'est dire quel climat est celui que nous ressentons ici, que nous aimerions pouvoir prolonger au-delà de cette journée qui nous verra vous quitter, mais pas tout à fait. Car lorsque nous reviendrons à Paris, ou dans nos départements, nous garderons un souvenir très précis et très vif de ces heures passées avec vous et nous avons déjà jalonné le proche avenir d'une série de rencontres qui nous permettront toujours d'approfondir nos relations. J'aurai l'occasion de dire, en d'autres circonstances, de quelle façon la France est résolue à poursuivre cette oeuvre commune et de quelle façon elle entend contribuer - c'est un devoir pour elle, devoir d'amitié, devoir historique - avec vous pendant toute la période où votre pays a besoin de s'équiper et de parvenir à dominer les rigueurs de la nature. La France se tiendra à vos côtés, vous le savez, et tout ce qui pourra être fait le sera surtout à l'égard d'un pays dont nous savons qu'il n'attend rien des autres avant de fournir, lui-même, l'effort indispensable. Car je connais l'ingéniosité et la capacité de travail, d'imagination, le sens artistique et en même temps la connaissance du réel qui animent toute votre population.

- J'ai déjà eu l'occasion de dire ces choses à ma façon ou de vous les dire lors de la dernière conférence des chefs d'Etats d'Afrique et de France à Paris le 3 novembre 1981. Je suis sûr que les membres du gouvernement, ceux que vous rencontrez souvent, mesdames et messieurs, ont cent fois dit et redit que, pour nous, la coopération entre le Sénégal et la France était un des axes majeurs de notre politique internationale.

Monsieur le président, au-cours de nos entretiens, qui se sont déroulés dans une atmosphère de grande confiance, et qui se dérouleront cet après-midi dans ce même climat, j'ai pu constater qu'il existait, entre nous, une grande communauté de vues sur des problèmes tout à fait concrets. Pas simplement, ce qui ne serait pas mal, sur les grandes idées, les grandes perspectives, les grands équilibres mondiaux, mais aussi par-rapport à des problèmes aussi précis que ceux qui déchirent encore maintenant le continent africain, ou bien qui préoccupent dans les coins les plus chauds, les plus sensibles, les institutions internationales dont la charge est d'arbitrer, d'assurer la sécurité collective et finalement de faire triompher la paix et qui cependant se heurtent chaque jour à des fanatismes, à des rivalités nationales, à des passions de toutes sortes qui font qu'aujourd'hui autant qu'hier nous ne pouvons qu'être inquiets.

- Eh bien, c'est très important pour moi que de savoir qu'il existe heureusement - il en est plusieurs dans le monde - beaucoup de capitales et nombre de responsables qui parlent ce langage, assurés d'être entendus avec, non seulement, la capacité d'exprimer des mots qui ont le même sens pour ceux qui parlent la même langue, mais à un degré encore plus profond, ce qu'il y a sous les vocabulaires et qui marquent l'âme des peuples.

J'ai noté au passage les points que vous venez vous-même d'évoquer à l'instant : les relations Est-Ouest, les relations Nord-Sud, les tensions en Afrique, les tensions dans le reste du monde.

- Nous sommes et nous serons toujours partisans, nous Français, de ce qui conduira au désarmement. Pour l'instant, nous observons que l'ambition suprême des super-puissances consiste simplement à tenter - et encore cela n'est pas toujours assuré - de réduire la course au sur-armement. Quant au désarmement, nous en sommes encore fort loin ! Nous estimons que des pays comme les nôtres, des pays comme le mien, ne peuvent s'engager dans cette voie du désarmement, pour lequel nous sommes prêts, que dans la mesure où nous aurons constaté chez les plus puissants que nous une volonté décisive de mettre fin aux tensions qui les séparent et de réduire leurs moyens de destruction. Car le raisonnement ne peut pas être le même lorsqu'on appartient à une puissance capable de détruire plusieurs fois les autres. Ainsi en va-t-il des relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique dont l'effort colossal a pour objet de détruire une fois, deux fois, trois fois, huit fois les autres, au risque même de détruire plusieurs fois la planète. Nous n'avons pas cette ambition et rien de ce qui constitue l'armement de la France ne peut avoir de valeur offensive. Mais nous sommes obligés, dans la situation présente d'organiser notre défense et donc de disposer de cette capacité minimum de dissuasion qui représente la réponse, bien que notre pays soit grand et fort par-rapport aux super-puissances, qu'on appelle, en termes stratégiques, "la réponse du faible au fort", c'est-à-dire l'assurance que rien ne vaudrait de nous agresser, parce que nous serions en mesure d'assurer une défense si

vive qu'on se demande ce que l'on aurait à attendre de nous, une fois le désastre passé.\

`Désarmement` Mais je vous suis et notre ministre des relations extérieures `Claude Cheysson` le dira à l'Organisation des Nations unies `ONU` dans quelques semaines comme nous l'avons dit à Madrid, à propos de l'organisation de la sécurité collective en Europe, ou encore lors des négociations de Genève ou de Vienne £ nous sommes et nous serons toujours du côté de ceux qui apporteront, sérieusement, sur la table, les éléments qui permettront de réduire ces tensions. Et j'encourage les partenaires adversaires à hâter les conversations qui aujourd'hui, avec quelques lenteurs, les réunissent à Genève. Car l'année prochaine, en 1983, nul ne sait ce qui pourra résulter de l'installation réciproque d'armes de destruction capables maintenant, d'atteindre le coeur des nations. Et j'ai déjà dit, en diverses circonstances, que la France était prête à assumer ses propres obligations. Lorsque nous signons un accord avec un autre pays, ce n'est pas pour se dérober et cela nous rend donc très circonspects avant de signer de tels accords. Mais dès lors qu'ils sont signés, ils nous engagent. C'est ainsi que la France a souscrit des obligations avec un certain nombre de pays d'Afrique. Nous sommes solidaires, mesdames et messieurs, sur les chemins de la paix et nous sommes co-responsables de la sécurité là où nous sommes et nous vivons en tout cas sur les deux continents d'Europe et l'Afrique.\

Les tensions Est-Ouest, c'est vrai, ont tendance à se substituer aux relations Nord-Sud. Certains pays ne considèrent les relations de force entre l'Est et l'Ouest qu'au travers des prises de position et d'assurances accordées ou obtenues sur le continent africain. Il en va de même, vous le savez, dans le Proche-Orient. Il en va de même aussi, ou risque d'en aller de même demain, dans les pays d'Amérique latine. Prenons garde à ce que les conflits locaux qui durent n'échappent à ceux qui se font la guerre pour laisser la décision finale aux autres qui un jour ou l'autre, interviendront. Je pense à l'Afrique australe, au conflit du Sahara occidental, aux compétitions autour de la Corne de l'Afrique, au Tchad... La sagesse de nos nations consiste, précisément, à se refuser pour soi-même les interventions militaires pour rechercher en toute circonstance les bases de la négociation : être équitablement les amis des uns et des autres mais toujours dans le respect du droit.

- De la même façon, monsieur le président, vous avez évoqué les tensions qui préoccupent l'ensemble du monde, je pense aux guerres ou à la montée des périls sur plusieurs coins du globe. Tout ce que vous avez dit, je le sais bien. Et je ne prolongerai pas cet exposé, sinon pour remarquer à quel point il est intéressant de noter que dans les institutions internationales comme sur la scène du monde, le Sénégal et la France parlent le même langage, compte tenu, bien entendu, de la diversité de nos situations, quand ce ne serait que de notre situation géographique où l'ensemble de nos affinités extérieures qui font que chacun de nos pays garde sa singularité. Nous avons donc une vision commune.\

Comment imaginer l'avenir, sinon comme le rétrécissement de la planète et l'accroissement des hommes sur cette planète dès le siècle prochain, qui sera le début d'un nouveau millénaire £ des milliards d'être humains qui continueront à avoir faim et à souffrir de toutes les rigueurs de la nature sans parler de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi, il faut donner priorité, ce que je m'efforce de faire de mon côté, aux relations Nord-Sud. C'est dans l'intérêt des uns et des autres. Je lisais encore, ce matin l'article d'un journal français qui me félicitait presque d'avoir des bons sentiments tout en disant : mais est-on bien sûr que ces bons sentiments feront une bonne politique ? On sait bien que les bons sentiments ont déjà de la peine à faire de la bonne littérature ! Mais s'ils ne font même pas de la bonne politique, alors à quoi servent-ils ? Non, il ne s'agit pas de cela du tout. Que l'on soit animé par des sentiments d'amitié ou de respect des autres, cela me paraît être la moindre des choses dans une société policée. Mais lorsqu'on cherche surtout à obtenir une conscience claire de ces intérêts, lorsqu'on sait allier à la fois la -recherche de l'idéal et les exigences du réel, lorsqu'on veut faire comprendre, enfin, aux pays industrialisés la réponse qu'il faut apporter aux pays du tiers monde et surtout à ceux qui ne détiennent pas de matières premières recherchées ou garanties, je sais que l'on préparera le temps qui va venir. Les puissances industrielles, acharnées à se détruire elles-mêmes sur la base d'une concurrence sans limite, chercheront à savoir quoi faire de leur propre production, riche de

produits finis, de produits semi-finis, après avoir ramassé l'ensemble des richesses tirées de matières premières. Ces millions, bientôt milliards de consommateurs éventuels doivent aussi, j'allais dire d'abord, devenir des producteurs capables eux-mêmes de sortir de leur terre, de la richesse, de leur esprit, les merveilles qui feront que, dans quelques décennies, les hommes disposeront de moyens supplémentaires pour assurer leur équilibre.\

`Relations Nord-Sud` Ainsi en va-t-il du monde industriel. C'est l'intérêt du monde dit développé ou avancé que d'admettre que le progrès se fasse partout avec des partenaires également informés, chez qui se développeront les connaissances et le savoir, qui sont virtuellement à égalité dans l'esprit de l'homme. Quelles que soient la couleur de la peau, la latitude où l'on vit, on sait bien que se trouvent partout des savants, des poètes, des grands techniciens, la richesse des universités, la valeur enseignante. Ils sont également répartis dès lors que les matériaux du savoir sont réunis ici ou là. Notre devoir est de faire que ces matériaux soient réunis partout où une société humaine en a besoin. A-partir de là, ayons confiance dans la multiplication des échanges, dans le fait que chacun des pays, dans-le-cadre d'une bonne organisation internationale, sera capable de produire, de distribuer donc de consommer. Ce sera une source d'équilibre, d'épanouissement et de richesse pour les pays qui aujourd'hui lésinent sur leur aide, rognent et freinent pour résoudre leur crise sans se rendre compte qu'ils l'aggravent à distance. Mais quoi ? La politique, comme on dit "internationale", ne serait-elle que l'usage du court terme ? Peut-on se refuser d'inscrire le court terme dans la perspective plus lointaine ce qui ne veut pas dire qu'il faut penser à l'éternité mais, comme je le disais tout à l'heure, à notre propre fils sinon à nous-mêmes.\

Monsieur le président, laissez-moi vous dire pour terminer que la chaleur de votre accueil, la qualité de nos conversations, tout ce que nous devons à Mme Diouf, le plaisir que j'ai eu de faire la connaissance de vos enfants tout à l'heure, de voir les préoccupations, les questions que se posent les parents à l'égard des enfants qui grandissent m'ont donné une raison supplémentaire de se sentir à l'unisson, comme l'affection, la tendresse et en même temps le sens de la liberté que doit posséder chaque être dans nos familles comme dans nos sociétés. Tout cela nous a rapprochés, si cela était possible encore, et je crois pouvoir exprimer non seulement mes sentiments personnels mais aussi ceux de tous vos amis Français qui sont aujourd'hui vos hôtes. - Voilà pourquoi je lèverai mon verre en vous disant, mesdames et messieurs : oui, levons notre verre à la santé du président de la République du Sénégal et de Mme Diouf, de leur famille, des êtres qui leur sont chers, avec nos vœux de bonheur pour ceux qui s'appêtent à voguer sous leurs propres voiles, sur tous les chemins de l'océan, si vaste, qui est celui, selon les vieilles comparaisons un peu romantiques du XIXème siècle, des tourments, des difficultés, des coups de vent, du grand espace, avec cependant ce qu'on finit par retrouver lorsqu'on arrive sur le soir. Bonne santé et bonheur à vous tous, mesdames et messieurs, qui représentez ici le peuple sénégalais autour du couple présidentiel. Bonne chance à vous tous, bonne chance aux relations entre le Sénégal et la France.

- Mesdames et messieurs, Vive le Sénégal ! Vive la France !\